

Le développement durable, concept planétaire

Le développement durable : un concept planétaire au risque de dynamiques urbaines maghrébine et sahélienne (Maroc – Burkina Faso)

17

Quel est le sens donné par des acteurs du Sud au développement durable ? Quelles sont les pratiques actuelles mises en place par le niveau territorial local, les références culturelles qu'elles traduisent et les apprentissages qu'elles mobilisent ? Comment le développement durable est-il intégré dans la réflexion et les documents de planification et d'urbanisme, dans les procédures ou les projets réalisés ? Quels sont les acteurs privilégiés ou dominants dans la mise en œuvre des politiques ? Oscille-t-on entre innovation et normalisation, s'ouvre-t-on vers une autre voie ?

Terrain

Ils ont été choisis selon les échelles territoriales correspondant à l'organisation administrative et politique de nos pays : la région du Gharb avec la ville de Kenitra, la province du Sanmatenga avec la ville de Kaya et selon la variété des situations géographiques, économique, urbanistiques et politiques : Agadir marquée par le développement touristique, Ouagadougou, ville millionnaire dans un pays rural et capitale politique.

Méthodologie

Elle consiste :

- à privilégier l'observation du niveau local en le situant dans le jeu des échelles territoriales pour amorcer une réflexion sur les transferts de concepts internationaux du développement durable et les modes d'intégration des pratiques locales ;
- à analyser la performance des territoires selon les critères de

l'efficacité économique, la solidarité sociétale, la préservation de l'environnement ;

- à explorer les mutations de systèmes d'acteurs et des cultures administratives en portant une attention particulière à la répartition des compétences, à l'emboîtement des autorités, au

militantisme associatif et aux dynamiques de groupements sociaux spécifiques aux pays choisis.



Kaya - assainissement



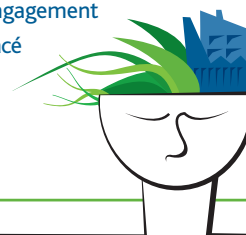
Ouagadougou - étalement urbain

Premiers résultats

Au Maroc, le discours royal de 2005 a lancé une politique dite INDH (Initiative nationale de développement humain) qui vise à garantir les principes du développement durable notamment à partir de nombreux programmes de restructuration de l'habitat clandestin.

Au Burkina Faso, la LIPDHD, Lettre d'intention de politique de développement durable de 1995, fonde le CSLP (Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté) dans lequel s'inscrivent les programmes nationaux, tous alimentés par des fonds étrangers. Le maître mot «transfert de responsabilité

et maîtrise d'ouvrage des activités de développement à la population» implique la création de groupements basés sur le volontariat et suscite parfois celle d'associations revendicatrices. Si ces dernières signent le déclin de sociabilités communautaires protectrices mais étouffantes et l'émergence d'acteurs individuels autonomes, l'engagement participatif des premiers est menacé par le carriérisme individuel d'élus municipaux récemment arrivés.



Le développement durable : un concept planétaire au risque de dynamiques urbaines maghrébines et sahéliennes (Maroc – Burkina Faso)

Composition de l'équipe

Liliane Pierre-Louis, urbaniste, maître de conférences, Institut d'Urbanisme de Paris, Paris 12, UMR LOUEST, équipe Vie Urbaine ; *Pascale Philifert*, géographe, maître de conférences, Université Paris 10, UMR LOUEST, équipe Mosaïques ; *Souleymane Ouédraogo*, juriste, praticien libéral, ex-secrétaire général du ministère des Finances du Burkina Faso ; *Alexandra Biehler*, doctorante Université Paris 1, Panthéon Sorbonne, laboratoire PRODIG UMR 8586.

De nos hypothèses de recherche à leur confrontation au terrain

Mai 2005 : La diffusion du développement durable auprès des acteurs locaux s'effectue plutôt de façon ascendante, en marge des allégeances. Cette forme de diffusion est, certes, plus attachée aux contenus concrets que la diffusion descendante, mais elle subit aussi davantage les pressions hiérarchiques stratifiées, dont le caractère souvent intrinsèquement contradictoire débouche sur l'immobilisation des initiatives.

Août 2006 : Les mouvements ascendants et descendants que nous pressentions ont des liens très ténus et plus difficiles à dissocier que nous ne l'avions envisagé, dynamiques et transferts sont apparus modestes, complexes, enchevêtrés et souvent malaisés à dévoiler.

De notre problématique de départ, il nous reste la conviction que le local est le niveau territorial le plus pertinent d'inscription et d'effectuation des politiques et de repérages des indicateurs de développement durable.

Chaque terrain a été abordé dans sa singularité et à partir des connaissances déjà acquises des chercheurs

Au Maroc, Kenitra, accueille sur son territoire provincial un projet de développement urbain dont l'une des entrées privilégiée est la politique de concertation et de proximité, l'autre étant de privilégier la définition d'axes d'intervention stratégique et l'identification de projets au niveau communal. Kenitra, ville moyenne, accueille sur son territoire des projets expérimentaux de restructuration de quartiers insalubres et de bidonvilles avec de nouvelles procédures dont la mise en place d'une équipe de maîtrise d'ouvrage sociale (MOS) en mars 2006 pour sensibiliser les habitants à l'opération. Le Roi avait lancé les travaux en juillet 2005 et, au moment de l'enquête, une première tranche de 95 ha avait démarré, le recours ultérieur à la MOS n'atteste-t-il pas que l'articulation entre dimension d'aménagement et dimension sociale n'est opérée qu'a

posteriori. La grande absente semblant être la dimension économique.

Agadir, qui enregistre un taux d'urbanisation élevé, est une ville marquée par le développement touristique mais aussi par les quartiers d'habitat précaire et sous-équipés. Lancée en 2002, sa démarche de type Agenda 21 local est investie de trois objectifs : l'amélioration de la qualité des services urbains et du cadre de vie, la promotion du tourisme et l'intégration sociale des quartiers spontanés. Ils sont le résultat des initiatives prises par la ville d'Agadir pour la réalisation de documents prospectifs et programmatiques basés sur une démarche de participation de nombreux acteurs. C'est l'analyse de cette démarche de concertation dans le cadre de nouveaux dispositifs institutionnels dans une ville qui souffre de nombreux dysfonctionnements qui constituera le socle de notre investissement.

Au Burkina Faso, le pays met en place un dispositif de «communalisation intégrale», les communes, collectivités territoriales ont absorbé les départements dont elles étaient chefs-lieux. Le conseil municipal de **Kaya**, ville d'environ 30 000 habitants, est maintenant composé de 159 conseillers, 19 de la commune urbaine et 140 de la commune rurale. En termes de développement humain durable, l'arrivée de tant d'élus ruraux dans les conseils municipaux urbains qui préexistaient n'est-il pas un avatar dans le management démocratique en construction ?

L'agglomération de **Ouagadougou** est le support de deux dynamiques dont la rencontre est paradoxale. La croissance spatiale se fait par un processus d'étalement urbain itératif. Des personnes s'installent à l'immédiate périphérie des zones loties par l'administration. Quand le nombre d'habitants et la densité de cette zone non lotie atteignent des valeurs proches de celles qui sont communes dans les lotissements, la commune décide de lotir la zone et ainsi de suite. En contrepoint, dans le centre ville, l'État et la commune manifestent une forte volonté de modernisation et réalisent des aménagements qui provoquent la destruction des quartiers les plus taudifiés et en repoussent les habitants à la périphérie de la ville, les faisant pour partie entrer dans le processus décrit ci-dessus. On peut lire dans cette dynamique une double marginalisation : les quartiers centraux vieillissants perdent leur statut de cœur de ville, les habitants dans leurs nouvelles implantations ne sont plus tout à fait de vrais urbains.

